

AFRIQUE DU SUD : pour un savoir décolonisé et en accès libre

61- 03/04/ 2023 Durant les années 2015-2016, les étudiants d'Afrique du Sud représentant divers mouvements, dont RhodesMustFall[1] et FeesMustFall (#FMF), ont livré un combat en faveur d'un enseignement supérieur décolonisé et ouvert au plus grand nombre. Ces protestations sociales se sont heurtées à un double obstacle : la marchandisation du savoir et sa domination par les théoriciens du Nord. En parallèle, un courant soutenant la science en accès libre a revendiqué une plus grande visibilité des connaissances produites par le Sud, la suppression des frais de publication et d'adhésion aux revues ainsi qu'une alternative aux éditeurs conventionnels qui profitent de la recherche publique en imposant des frais d'abonnement à leurs revues.

Bien qu'elles partagent les mêmes objectifs d'empowerment, ces deux forces peinent à s'unir. Pourquoi ? Khawulile Radebe, responsable des communications scientifiques à l'Université de Pretoria, consacre son mémoire de maîtrise[2] à l'exploration d'une interface possible entre ces deux contestations. Son analyse critique contribue à une prise de conscience générale des transformations qui restent à opérer pour que la recherche et l'enseignement supérieur deviennent des leviers véritablement émancipateurs, au service du développement de l'Afrique.

Ces considérations font écho aux critiques des professionnels de l'information et à celles des étudiants et universitaires qui dénoncent la suprématie des savoirs coloniaux et colonialistes dans les institutions éducatives africaines. Explications...



Manifestation de FeesMustFall ©barbourians sur Visualhunt

Décoloniser et démocratiser l'enseignement supérieur

L'empowerment, compris en tant que pouvoir d'agir des populations vulnérables, est fondé sur la pratique émancipatrice de l'éducation, porteuse de transformation sociale (Freire, 1970). Or, pour être libératrice, l'éducation doit veiller à ne pas perpétuer les travers du colonialisme. Elle doit être ouverte à tous, pas seulement aux couches les plus aisées de la population. L'accès du plus grand nombre à l'enseignement supérieur et le partage des résultats de la recherche sont des piliers du développement et de la justice sociale. Dans les pays du « global Sud » la démocratisation du savoir est d'autant plus cruciale que les jeunes comptent sur les diplômes de troisième cycle pour surmonter les inégalités du passé, éradiquer la pauvreté et améliorer les conditions sociales et financières de leurs communautés (Ramrathan, 2016).

En Afrique du Sud, durant les années 2015 et 2016, ces revendications ont été portées sur la scène politique par un collectif citoyen de jeunes étudiants #FMF. #Fees Must Fall (les frais doivent baisser) qui s'est insurgé contre :

– la colonisation du système d'enseignement supérieur et des

programmes d'études par le « global North »

– l'exclusion financière des étudiants,

– et la lenteur de la transformation des universités depuis 1997 ; année où l'Afrique du Sud a adopté sa première constitution post-apartheid qui a fait d'elle, une nation constitutionnellement libre et démocratique... en théorie seulement.

Dans les faits les inégalités ont persisté. Ainsi, en octobre 2015, la décision de l'université de Witwatersrand d'augmenter de 10,5% ses frais d'inscription a mis le feu aux poudres. S'en est suivi de nombreuses manifestations et l'occupation du campus. La colère s'est propagée aux autres universités du Cap et de Rhodes puis à l'ensemble des universités du pays, entraînant des débordements et des actes de vandalisme d'un côté, et, de l'autre, une répression violente... jusqu'en octobre 2016[3].



Khawulile Radebe, directrice des communications scientifiques à l'Université de Pretoria – Afrique du Sud

Ces événements ont interpellé Khawulile Radebe alors étudiante

en master au département Knowledge & Information Stewardship de l'Université du Cap, sous la direction de Richard Higgs... Elle s'est demandé dans quelle mesure l'Open Access (la science en accès libre), vecteur de démocratisation du savoir et de promotion de la justice sociale, pouvait répondre aux attentes de #FMF en matière de décolonisation et d'inclusivité de l'enseignement supérieur, d'africanisation des programmes, de visibilité et d'accessibilité des contenus africains et sud-africains.

Selon Khawulile Radebe, l'Open Access peut changer la donne. L'Open Access repose sur deux principes :

- 1- la connaissance soit un bien commun qui ne devrait jamais être commercialisé (Nkoudou et Hervé, 2016),
- 2- la recherche financée par des fonds publics devrait être à la disposition de tous, librement, ouvertement et gratuitement, afin que la connaissance et l'innovation soient diffusées le plus largement possible. En effet, l'objectif de la production scientifique est d'avoir le plus grand impact, pas de générer du profit (Suber, 2012). Or, les frais d'abonnement et d'achat d'articles imposés par les revues vont à l'encontre de cette vision humaniste.



Africa Continent in Blue Silhouette, Image by WangXiNa on FreepikAfrica

La triple peine de la recherche scientifique en Afrique En matière d'accès à la connaissance et à l'innovation, l'Afrique subit une triple peine.

D'abord, parce que le corpus de connaissances est dominé par les principes, les contextes et les théories du Nord alors que les nations du Sud ont besoin de savoirs pensés par et pour elles afin de relever les défis qui leur sont propres.

Deuxièmement, en raison de la rareté des publications provenant des pays du Sud. En Afrique, une grande partie de la littérature grise et des connaissances indigènes n'est pas publiée officiellement et reste cachée.

Enfin, à cause du coût prohibitif des ressources académiques. Très onéreuses par rapport aux moyens des universités et bibliothèques africaines, elles sont hors de prix pour les plus pauvres et carrément inaccessibles aux chercheurs non affiliés à une organisation et qui ne peuvent les payer de leur poche.

" Malheureusement, les universités sont devenues des marques qui se vendent au prix fort, en utilisant le marketing lié au classement des meilleures universités du monde, au financement de la recherche et au nombre de publications dans des revues prestigieuses " (Nkoudou et Hervé, 2016). Dans ces conditions, les universités africaines à faibles ressources "sont toujours au bas de l'échelle, sans abonnement à des revues à facteur d'impact et sans financement de la recherche". Ainsi, "la recherche est orientée et dictée par des bailleurs de fonds étrangers qui privilégient des thèmes qui ne correspondent pas toujours aux priorités du contexte africain." Il en résulte une inadéquation entre la recherche en Afrique et les besoins de l'Afrique.

Recherche en Afrique les chiffres clés 2018[\[4\]](#)

- **3,1 %** : part du continent africain dans la production scientifique mondiale (contre seulement 1,8 % en 2009)

- **90** % de la production scientifique africaine est réalisée par 12 pays dont l'Afrique du Sud qui totalise à elle seule un quart des publications 25 150 en 2018
- **100 200** : production scientifique africaine annuelle en 2018 contre seulement 43 500 publications en 2005



L'Open Access n'est pas la panacée surtout en ce qui concerne la diffusion de la recherche africaine. En effet les connaissances du Sud figurent à peine dans des revues internationales prestigieuses indexées par le Web of Science mais dans des revues locales à la diffusion et la visibilité limitées. Ce n'est qu'en s'ouvrant à leur production que l'Open Access reflétera véritablement le pluralisme des points de vue, des langues, des concepts et de paradigmes scientifiques et améliorera la qualité de l'information scientifique.

En outre, le modèle Open Access n'est pas aussi gratuit qu'il n'y paraît puisque les auteurs doivent s'acquitter des frais de traitement des articles (article processing charge) pour garantir leur libre accès. Or cette marchandisation des savoirs perpétue les inégalités d'accès à l'information et le déséquilibre Nord/Sud. Ainsi, les éditeurs traditionnels peuvent profiter injustement de la recherche publique en se contentant d'offrir un accès libre, tout en forçant les chercheurs à payer pour publier. Leurs barrières tarifaires

empêchent la publication de la recherche conduite dans les pays et les institutions moins privilégiés. D'où l'importance cruciale de les supprimer.

Malgré ces limites, l'approche de l'Open Access s'aligne largement sur le mouvement #FMF. Tous deux soutiennent la décolonisation du savoir et sa mise à disposition gratuite : #FMF appelant à l'abolition des frais d'enseignement supérieur et Open Access plaidant pour la suppression des frais de publication et d'abonnement et défendant la légitimité des connaissances africaines

Pourquoi ces deux mouvements ont-ils autant de mal à unir leurs forces ? Pour le comprendre, Khawulile Radebe a interrogé 12 étudiants, enseignants, chercheurs et bibliothécaires de différentes universités, à savoir : Rhodes University, University of Cape Town (UCT) et Nelson Mandela University [\[5\]](#).

Parmi les principales raisons invoquées, on retiendra le manque de visibilité de l'Open Access que tous les étudiants ne connaissent pas et le fait que son modèle ne soit pas totalement gratuit. Autre cause moins évidente, le schisme caché entre les étudiants et les universitaires/bibliothécaires : pour schématiser, le mouvement #FMF rassemble les étudiants tandis que l'Open Access semble réservé aux initiés universitaires ; une distinction qui peut générer des divisions.

Pour le Directeur de recherche de Khawulile Radebe, Richard Higgs du département de gestion des connaissances et de l'information de l'UCT, ce schisme est révélateur d'un engagement timoré des établissements d'enseignement supérieur dans une démarche globale de transformation. Le potentiel du libre accès, pourtant en phase avec les objectifs décoloniaux des étudiants activistes, a été à peine mentionné par les

manifestants ou lors de discussions plus larges sur la décolonialité. De nombreuses voix institutionnelles étaient réticentes à l'intégrer au programme des manifestants et le percevaient comme une menace plutôt que comme une opportunité commune. Or l'accès à des connaissances et à des recherches gratuites, pertinentes et empowerantes s'avère bénéfique pour tous. Essentiellement, le fait que certaines autorités n'aient pas pleinement reconnu la légitimité du mouvement étudiant a été une occasion manquée de promouvoir simultanément les intérêts de la décolonisation institutionnelle et de l'Open Access.

Dans sa synthèse, **Khawulile Radebe** appelle les établissements d'enseignement supérieur à s'emparer de la question du libre accès et des dépôts institutionnels. Les universités ont l'obligation morale de rendre la recherche libre et accessible et de s'assurer que les travaux sont inclus dans leurs dépôts. Seul le partage des résultats de la recherche peut stimuler la création de nouvelles connaissances. Les universités doivent également trouver un équilibre entre les incitations à publier dans des revues à fort impact et les avantages de la publication dans des revues en libre accès.

Khawulile Radebe appelle de ses vœux une étude plus approfondie sur le risque potentiel de détournement du libre accès à des fins de propagation du néocolonialisme.



Le Hub, section centrale de la bibliothèque Chancelier Oppenheimer, Université du Cap ©Theresa Schoeman, CC0, via Wikimedia Commons

Quel rôle pour les bibliothèques universitaires ?

Il revient aux universités de créer un environnement encapacitant, d'adopter une organisation empowering en matière de soutien à la recherche et à la publication des étudiants. Ce rôle pourrait être en partie assuré par les bibliothécaires dont les missions pourraient être élargies, par exemple à la sensibilisation des étudiants à l'éco-système des publications scientifiques dans le monde, en Afrique et Afrique du Sud, à la prise de leadership dans la rédaction des politiques d'accès libre et à leur adoption par les instances supérieures, au développement des partenariats entre bibliothèques universitaires, au partage de leurs collections au sein d'une bibliothèque virtuelle, à la recherche des mécènes...

Les héritages de Rhodes et de Mandela

Derrière la critique de la domination de la science par le Nord planent les ombres de Rhodes et de Mandela. Il est intéressant de noter que deux universités sud-africaines portent leurs noms, Rhodes University et Nelson Mandela University, comme si le pays oscillait encore entre un passé

abhorré mais qui continue à peser sur le présent, et un avenir porteur de promesses de justice sociale et d'égalité mais qui peine advenir... Comme un perpétuel face-à-face Rhodes / Mandela.

Dans le cadre de la lutte pour la décolonisation, l'université de Rhodes est connue officieusement sous le nom d'UCKAR (The University Currently Known as Rhodes)..



Cecil Rhodes ©Wikipedia Nelson Mandela ©pxhere.com

Figure clé de l'histoire de l'Afrique du Sud, **Cecil Rhodes** (1853-1902) a joué un rôle majeur dans la colonisation et l'expansion territoriale de l'Afrique australe à la fin du XIXe siècle. Il a notamment fondé la British South Africa Company et a contribué à l'établissement de la Rhodésie (dérivée de son nom devenue aujourd'hui le Zimbabwe) et de la Zambie. Rhodes était également un fervent partisan du colonialisme et de l'impérialisme britannique, et a été impliqué dans plusieurs controverses liées à l'exploitation des travailleurs indigènes et à la confiscation de terres. Son héritage reste encore très discuté en Afrique du Sud et dans le monde.

Nelson Mandela est considéré comme l'un des hommes politiques les plus importants de l'histoire de l'Afrique du Sud et de la lutte pour les droits de l'homme dans le monde entier. Il a été emprisonné pendant 27 ans pour son opposition au régime de l'apartheid avant de devenir le premier président noir de l'Afrique du Sud en 1994, après avoir négocié avec le gouvernement pour mettre fin à l'apartheid. Mandela a été un leader respecté pour sa sagesse, son charisme et son engagement en faveur de la réconciliation et de la justice sociale. Il a remporté le prix Nobel de la paix en 1993 et est souvent appelé le « père de la nation » sud-africaine.

« Rhodes incarne la mentalité dominante qui réduit de

nombreuses personnes à l'invisibilité au sein d'un système déformé qui semble normal. » note Khawulile Radebe qui cite un peu plus loin Nelson Mandela *“L'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde”*. Mais justement rien ne changera si l'éducation reste ancrée dans la colonisation, *« aucune génération ne se libérera des griffes du Nord et notre pensée et nos esprits resteront colonisés pendant des années »* prévient Khawulile Radebe.

La science en accès libre dans les pays non anglophones aussi !

La plus grande arnaque que je connaisse

Les revues scientifiques ne paient ni la rédaction des articles, ni leur révision ce qui représente des journées, des mois de travail non rémunérés pour les chercheurs-auteurs.

En revanche les éditeurs facturent chaque article entre 15€ et 70€ ou sous forme « de bouquets » d'abonnements vendus pour des millions d'euros aux universités !!!



Le divorce entre la société et la science

[Post publié sur LinkedIn dans le cadre de la pièce “Thèse & Antithèse”, le divorce entre la société et la science – France ***](#)

Des étudiants de toutes origines regrettent que la recherche soient inféodée aux grandes puissances et à l'avidité des éditeurs. Par exemple les chercheurs européens subissent eux aussi la suprématie américaine. Ainsi, à l'instar des langues africaines, les langues européennes sont sous-représentées et les chercheurs qui veulent publier dans des revues à fort impact doivent écrire ou être traduits en anglais, la langue de la science. Conséquences : la force des idées est affaiblie par le passage de la langue maternelle à l'anglais et les travaux deviennent inaccessibles aux publics non anglophones.

On ne compte plus les tribunes ni les posts des étudiants en colère contre un système de publication abscons mais qui perdure, où les chercheurs financés par l'Etat travaillent gratuitement pour écrire les articles, relire ceux des pairs, et doivent au final payer les éditeurs pour publier leur recherche, y accéder et lire les travaux des autres chercheurs ☐ !

Avec de tels procédés, la société perd une partie de ses investissements dans la recherche. Quant à la science, perdante elle aussi, elle se prive des retours du public qui pourraient lui ouvrir de nouvelles perspectives. Elle rate de possibles coopérations avec des parties prenantes qui déboucheraient sur la création d'autres innovations et progrès.

Marie-Georges Fayn, Khawulile Radebe*, Richard Higgs**

* Auteure du mémoire de Master " *Explorer l'interface entre la décolonisation de l'enseignement supérieur et le libre accès*"
Khawulile Radebe occupe le poste de directrice des communications scientifiques à l'Université de Pretoria – Afrique du Sud

**Directeur de recherche de Khawulile Radebe, Richard Higgs est conférencier au département de gestion des connaissances et de l'information de l'University du Cape – Afrique du Sud

https://www.linkedin.com/posts/marie-georges-fayn-phd-1a6b2228_revues-doctorants-chercheurs-activity-6795941697713967104-wBoi?utm_source=share&utm_medium=member_desktop

La déclaration de Berlin sur le libre accès à la connaissance dans les sciences et les humanités encourage les chercheurs à publier leurs travaux selon les principes du libre accès et les institutions à fournir leurs ressources sur le libre

accès. (22 October 2003)

"Nous définissons l'accès libre comme une source complète de connaissances humaines et d'héritage culturel approuvée par la communauté scientifique".

Afin de concrétiser la vision d'une représentation globale et accessible de la connaissance, le futur Web doit être durable, interactif et transparent. Le contenu et les outils logiciels doivent être librement accessibles et compatibles.

Bibliographie

Freire, P. (1970). *Pedagogy of the oppressed* (MB Ramos, Trans.). New York: Continuum, 2007.

Khawulile Ednah Radebe (2022) *Exploring the Interface between the Decolonisation of Higher Education and Open Access – Master these of Library and Information Studies, Department of Knowledge and Information Stewardship, Faculty of the Humanities University of Cape Town*
<https://open.uct.ac.za/handle/11427/36919>

Nkoudou, M. and Hervé, T. 2016. Cognitive injustices in sub-Saharan Africa: reflections on causes and means. In *Cognitive justice, open access and local knowledge: for a fair open science, at the service of sustainable local development*, under the direction of Florence Piron, Samuel Regulus and Marie Sophie Dibounje Madiba. Quebec.

Ramrathan, L. 2016. Beyond counting the numbers: shifting higher education transformation into curriculum spaces. *Transformation in Higher Education*. 1(1): 1-8.

Suber, P. (2012). *Open access* (p. 256). The MIT Press. series. Cambridge

[\[1\]](#) RhodesMustFall (Rhodes doit tomber) est un mouvement de protestation qui a débuté en 2015 en Afrique du Sud, appelant

au retrait de la statue du magnat et de l'homme politique britannique Cecil Rhodes érigée sur le campus de l'Université du Cap. Le mouvement visait à remettre en question le racisme institutionnalisé et à promouvoir la décolonisation dans l'éducation. Il a suscité des manifestations similaires dans le monde entier, conduisant au retrait d'autres statues et monuments controversés.

[2] Le mémoire de maîtrise de Khawulile Radebe a été présenté à l'université du Cap

[3] Le mouvement s'est essoufflé fin 2016 après obtenu des avancées majeures comme l'augmentation de 17 milliards de rands (860 millions d'euros) sur 3 ans de l'enveloppe dédié à l'enseignement supérieur et de 10,9 % par an des subventions gouvernementales aux universités. Autre victoire, le développement l'apprentissage mixte (l'extension des cours en ligne). Quant aux frais d'inscription, ils ont tout de même subi une hausse mais dans une moindre proportion, 8% au lieu des 10% prévus pour l'université de Witswatersrand

[4] Source WoS cité dans CNRS PLAN PLURIANNUEL DE COOPÉRATIONS DU CNRS AVEC L'AFRIQUE P11 https://www.cnrs.fr/sites/default/files/page/2022-01/Plaquette_Afrique_web.pdf

[5] Questions directrices : 1. Comment comprenez-vous les objectifs du libre accès ? 2. Comment voyez-vous les objectifs du Libre accès s'aligner sur ceux du mouvement #FMF et de la décolonisation ? 3. Pourquoi selon vous n'y a-t-il pas eu d'alignement plus étroit entre les objectifs de l'Open Access et ceux du mouvement #FMF ? 4. Quels sont, selon vous, les défis auxquels est confronté le modèle de publication en libre accès en Afrique du Sud et pensez-vous qu'ils sont liés à la décolonisation ? 5. Pensez-vous que l'Open Access puisse contribuer à accroître la visibilité/disponibilité du contenu de la recherche africaine ?